

t. 311 Madagascar

Novembre 1993

Rapport annuel 1993 / Programme 1994

Madagascar



Table des matières

	Résumé	
1.	Le cadre du programme	1
1.1	Le cadre politique	1
1.2	Le cadre socio-économique	1
1.3	La coopération au développement	2
2.	Le programme dans ses grandes lignes	3
2.1	Le développement du programme	3
2.2	Le programme et ses partenaires	3
2.3	Réflexions sectorielles	4
3.	Contenu des moments forts de l'activité opérationnelle en 1994	6
3.1	Dans le secteur social	6
3.2	Dans le secteur du développement rural	7
3.3	Dans le secteur des infrastructures routières	8
3.4	Dans le domaine des mesures macroéconomiques	8
3.5	Collaboration avec les villes/ONG suisses	8
4.	Aspects spécifiques au bureau de coordination	9
4.1	Au niveau du partenariat	9
4.2	Au niveau du programme	9
4.3	Au niveau de l'organisation	9
5.	Planification budgétaire	10

Annexes

Annexe 1: Résumé du programme par pays

Annexe 2: Données socio-économiques

Annexe 3: Tableau des engagements et des versements
(3 dernières et 3 prochaines années)

Annexe 4: Moments forts en 1994

Annexe 5: Plan d'opération des projets

Annexe 6: Description de nouvelles idées

Annexe 7: nouvel organigramme du BuCo et nouvelle répartition des tâches

Zusammenfassung

1993 ist in Madagaskar das Jahr der wiedergefundenen Stabilität, jedenfalls der politischen. Bis auf die zweite Kammer (Senat) sind die neuen Institutionen der dritten Republik Ende 93 bereits im Amt und die neue Regierung ist seit Oktober vollständig. Die Uebergangsphase ist damit klar beendet und zwar erfolgreich und relativ ruhig.

Die vorgenommenen personellen Aenderungen gehen sehr weit, auch wenn die "classe politique" die selbe geblieben ist. Regierung und oberste Verwaltungshierarchie sind neu und grösstenteils "unerfahren", was nicht nur Folgen für die Regierungsgeschäfte, sondern auch für die Entwicklungszusammenarbeit hat. Man muss sich nicht nur einarbeiten und die neuen Strukturen mit Inhalten füllen, man muss sich auch kennenlernen und die Beziehungen neu aufbauen. Die Vorteile einer langjährigen Partnerschaft sind so teilweise zumindest verlorengegangen, zumal viele die Veränderung zuoberst auf ihrem Programm haben. Ein Phänomen der Diskontinuität ist deutlich spür- und beobachtbar, auch wenn es nicht überschätzt werden darf. Madagaskar ist und bleibt ein vielfältiger Archipel, den zu verstehen und dem gerecht zu werden sehr viel Einfühlungsvermögen verlangt.

Den Prozess eines neuen Länderprogrammes auf die Jahre 93 und 94 gelegt zu haben, erweist sich mehr und mehr als richtig, ja optimal. Auch wir müssen und wollen uns den neuen Gegebenheiten anpassen, jedoch gleichzeitig auch am Bewährten festhalten.

Während die Regierung 1993 damit beschäftigt war, sich neu zu konstituieren, haben wir, selbstverständlich parallel und zusätzlich zu den laufenden Geschäften, die Vergangenheit aufzuarbeiten versucht und unsere Praxis von Aussenstehenden kritisch betrachten lassen. Es wurden nicht nur Evaluationen von Projekten und Programmen vorgenommen, sondern auch der schweizerische und der madagassische institutionelle Rahmen beleuchtet. Sämtliche Analysen und Evaluationen werden Anfang 94 beendet sein. Aufgrund der Resultate und deren Verarbeitung wird dann die eigentliche Programmierung stattfinden. Anfang Mai wird diese soweit gediehen sein, dass wir unsere Visionen und unsere Möglichkeiten und Grenzen für die nächsten fünf Jahre mit den madagassischen Partnern austauschen und konfrontieren können.

Die Verabschiedung des neuen Länderprogrammes, das auf eine erhöhte Eigenständigkeit und Selbstverantwortung der Basisgemeinschaften abzielt, soll Anfang November erfolgen.

Für die Berichtsperiode von Bedeutung ist auch die Tatsache, dass die Ausgaben für 93 gegenüber dem Mittel der letzten drei Jahre tatsächlich um etwa 20 Prozent gesenkt werden konnten und diese Reduktion ohne Uebertrag von 92 auf 93 noch höher ausgefallen wäre. Heute sind wir so auf einem Niveau angelangt, das auch in kommenden Krisenjahren gehalten werden kann. Unbefriedigend ist einzig noch der ungenügende Freiraum, um auf neue Ideen und Bedürfnisse eingehen zu können.

Was die Besetzung des Koordinationsbüros angeht, so lief das Mandat mit dem vorgängigen Adjunkten aus, dafür wurde aber eine lokale Mitarbeiterin angestellt, die anfänglich vor allem die von der Gemeinde Münsingen finanzierten Projekte betreut. Ende 1993 wurde auch die regionale Revision für Mozambique, Kenya und Madagaskar ins Koordinationsbüro Antananarivo verlegt. 1994 sind keine personellen Veränderungen zu erwarten.

1. LE CADRE DU PROGRAMME

1.1 Le cadre politique

Durant 1993, Madagascar a poursuivi le processus de démocratisation de sa vie politique engagé en 1991. La mise en place progressive de cette démocratie naissante peut être citée comme exemple dans le contexte africain, car elle s'est déroulée plus ou moins dans le calme. L'esprit de "fihavanana" (esprit d'entraide et de compromis social) aura finalement permis de faire face aux diverses tentatives de déstabilisation, aux luttes d'intérêt et de pouvoir, et surtout à une situation socio-économique particulièrement alarmante.

L'ensemble des institutions prévues dans la Constitution du 18 septembre 1992 a été mis en place durant cette année, à savoir:

- l'élection d'un Président de la République (premier tour en novembre 1992 et deuxième tour en février 1993) et son investiture (mars 1993),
- la tenue d'élections législatives en juin, durant lesquelles 4000 candidats provenant de 120 organisations politiques et civiles ont brigué les 138 sièges de députés de la nouvelle Assemblée Nationale,
- l'élection d'un Premier Ministre par l'Assemblée Nationale et l'adoption de son programme de gouvernement (août 1993),
- la constitution d'une nouvelle équipe gouvernementale (août/septembre 1993).

Le pays a ainsi passé le cap difficile de la crise politique de 1991/1992 et a continué son apprentissage de la démocratie. La stabilité politique semble effective actuellement. En 1994, il faudra néanmoins consolider ces acquis par la préparation et la mise en place de la décentralisation effective, prévue par la Constitution. En effet, la délimitation territoriale des nouvelles régions, la répartition des compétences régionales et nationales, la définition de nouveaux modèles de gestion administrative et financière, la restructuration de l'appareil administratif ne manqueront pas de provoquer des conflits d'intérêt ou de pouvoir, ce qui représentera de nouveaux défis, aussi bien pour le gouvernement que pour la société civile.

A ces facteurs s'ajoutent évidemment la gestion de la crise économique et de ses conséquences sociales, ainsi que la conduite intelligente, adaptée mais responsable des programmes d'ajustement structurel.

1.2 Le cadre socio-économique

Au-delà du succès enregistré sur le plan de la démocratie, le coût socio-économique du processus de résistance civile de 1991 est énorme. La baisse effective des activités économiques et du niveau de vie de la population observée en 1991 et 1992 s'est poursuivie en 1993. On espère au mieux une croissance du PIB de +3% pour cette année 1993 (contre +3.5% en 1990, -7.0% en 1991 et +1.0% en 1992), ce qui signifie une aggravation du niveau de vie moyen et du pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, vu le taux de croissance démographique supérieur à 3%. Le Gouvernement de transition, totalement accaparé par la mise en place des réformes politiques, n'a pu engager que quelques réformes économiques marginales (par ex. libéralisation des tarifs pétroliers, reprise timide et partielle du processus de privatisation, incinération de 2'400 t de vanille sur les 4'000 t existantes).

Fin septembre 93, la situation macro-économique malgache est très alarmante, surtout en moyens de paiements aussi bien intérieurs qu'extérieurs: (a) fonds du Crédit d'Ajustement Structurel pour les Entreprises Publiques (3ème tranche) sont annulés, faute de politique et de cadrage macro-économique viables et cohérents; (b) réserves

de devises à la Banque Centrale ne couvrant plus que 8 jours d'importation; (c) déficit de la balance courante représentant 10% du PIB (280 mio \$); (d) arriérés de paiements extérieurs estimés à 700 mio \$ à la fin de 1993; (e) recettes fiscales plafonnant à 9% du PIB; (e) déficit budgétaire s'élevant à 13% du PIB (env. 560 mia FMG).

Le secteur secondaire a tout particulièrement souffert de la situation en 1993. Faute de devises, donc d'intrants et de pièces de rechange, les industries n'ont pu tourner qu'à 15-40% de leur capacité de production.

Si l'inflation n'a pas dépassé 10-15% durant cette année, c'est en partie grâce à une production agricole - notamment rizicole - supérieure à la moyenne (bonnes conditions climatiques). Le contrôle de l'inflation s'est néanmoins fait dans une large mesure aux dépens du pouvoir d'achat de la population et des crédits aux investissements privés.

Pour 1994, le nouveau Gouvernement a déjà annoncé ses options prioritaires: renforcement de la sécurité des biens et des personnes, lutte contre la pauvreté, relance de la privatisation, mise en place d'un contexte institutionnel et d'un environnement favorable à l'initiative privée (notamment aux investisseurs étrangers), stabilité macro-économique, renforcement et assainissement de la gestion des affaires publiques. En principe, la préservation de l'environnement devrait figurer dans les stratégies de mise en oeuvre de ces options.

1.3 La coopération au développement

Depuis 1991, Madagascar s'est classé parmi les pays "non performants". La plupart de ses partenaires extérieurs l'ont en partie délaissé ou ont opté pour une attitude "d'attente attentive". Cette attitude a radicalement changé en octobre 1993, après la présentation et la discussion des options stratégiques et du programme du Gouvernement avec les autorités de Bretton Woods. Ce programme a reçu l'approbation de ces instances internationales. Par conséquent, la Banque Mondiale a organisé à Paris les 14 et 15 octobre une réunion des principaux bailleurs de fonds de Madagascar, afin de les informer de la situation macro-économique de Madagascar et de réfléchir sur les meilleures approches pour une croissance soutenue du pays. En général, l'impression de bienveillance des bailleurs à l'égard du pays a pu être confirmée, mais il est aussi ressorti clairement de cette rencontre que Madagascar devra prendre rapidement un certain nombre de décisions capitales, surtout dans le domaine de cadrage macroéconomique. Dans ce but et afin d'aider le pays dans cet effort douloureux, un calendrier très dense et concentré de discussions et de négociations a été retenu:

- une mission de revue des dépenses publiques en novembre 93 avec la participation de certains bailleurs, dont la Suisse. En principe, le Programme d'Investissements Publics (PIP) 1994 devrait se concentrer sur les secteurs prioritaires de la santé publique, des infrastructures, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté;
- une mission conjointe Banque Mondiale/Fond Monétaire International sur le cadrage macro-économique en décembre 93;
- une réunion du groupe consultatif vers fin février/début mars 1994;
- un nouveau programme d'ajustement structurel pourrait entrer en vigueur en juillet 1994. Entretemps, Madagascar essaiera de couvrir ses besoins de financement à travers les engagements extérieurs non utilisés (fonds STABEX de

1991, par ex.) ou en négociant de nouveaux crédits auprès d'organismes bilatéraux ou bancaires.

2. LE PROGRAMME DANS SES GRANDES LIGNES

2.1 Le développement du programme

Les réflexions engagées en 1992 quant à l'élaboration d'un nouveau Programme Par Pays pour Madagascar se sont concrétisées en 1993 par plusieurs analyses, dont la plupart devraient aboutir à l'aube de 1994. Citons pour mémoire l'autoévaluation du programme d'appui aux ONG réalisant des adductions d'eau villageoises, l'évaluation du programme d'appui dans le domaine de la santé publique, une étude confiée à des experts malgaches sur les actions de développement rural, une analyse de la qualité des projets d'appuis à forte composante institutionnelle et une analyse du fonctionnement institutionnel de la coopération suisse (DDA et ses régisseurs). Les partenaires de la DDA (nationaux ou suisses) ont été associés dans la mesure du possible à ces analyses, afin de créer une base commune la plus large possible lorsqu'il s'agira de formuler ensemble les conclusions et les recommandations qui s'imposent.

Comme dit plus haut, la transition de 2 ans qui a séparé la 2ème de la 3ème République s'est achevée mi 1993. Le dernier trimestre de l'année a donc été marqué par une intense activité de prise de contacts et d'échanges avec les membres du nouveau gouvernement. En soi, la coïncidence dans le temps de l'élaboration d'un nouveau PPP et la reconstitution d'un partenariat complètement bouleversé par l'apparition au pouvoir d'une toute nouvelle équipe n'est pas forcément une mauvaise chose. Une telle coïncidence permet notamment de procéder à des analyses relativement objectives de la situation, les deux parties pouvant se permettre de prendre du recul par rapport aux actions en cours. D'un autre côté, il s'agit quand même d'un exercice assez périlleux, car les balises sont imprécises (le nouveau gouvernement n'a pas encore défini ses stratégies) et les intérêts de certains partenaires sont encore inconnus et imprévisibles.

En novembre, un effort a été lancé pour créer une plate-forme d'échanges entre le Gouvernement (Primature, Affaires Etrangères, Economie & Plan, Finances & Budget), dans laquelle les grandes orientations du futur PPP puissent être discutées. Ce processus devrait aboutir en mai 1994 par une concertation plus formelle lors de la venue à Madagascar d'une délégation importante de la DDA.

2.2 Le programme et ses partenaires

Les relations du programme avec ses partenaires malgaches ont été évoquées sous le point précédent, de même que les relations à l'intérieur de la "famille suisse" entre la DDA et ses régisseurs. A ce dernier titre, il sera certainement très intéressant de poursuivre la réflexion lancée par l'étude confiée à un bureau privé sur le montage institutionnelle de la partie suisse dans le programme de la DDA à Madagascar.

Du côté de la communauté internationale, il convient de mentionner le regain d'intérêt manifesté par les institutions internationales (surtout de Bretton Woods) pour une concertation plus suivie et approfondie entre bailleurs de fonds. Jusqu'ici, cette concertation se limitait à des réflexions sectorielles (par ex. infrastructures routières, santé, environnement, secteur financier, pour citer les secteurs où la Suisse est

engagée). Dorénavant, la Banque Mondiale souhaiterait que des échanges de vues plus fréquents et réguliers aient lieu sur des questions éminemment stratégiques comme la gestion des dépenses publiques et le cadrage macroéconomique.

La partie suisse apprécie cette initiative et a été invitée à prendre part aux missions des institutions de Bretton Woods. Cette participation se fera d'une part par des experts de l'OFAEE (plutôt le cas exceptionnel) et par le collaborateur malgache chargé des affaires économiques au bureau de coordination.

2.3 Réflexions sectorielles

Dans le secteur social, le volume du volet coopération humanitaire, augmenté en 92, a été maintenu au même niveau, et le dialogue avec les autres bailleurs de fonds a été intensifié. Le programme d'action d'urgence dans le Sud a été réorienté vers des mini-projets "vivres contre travail" pour préparer la fin du projet. Les deux autres projets de sécurité alimentaire (PAM-Suisse dans la capitale et Cynthia à Morondava) seront poursuivis en 94. La sécurité alimentaire restera un problème-clé pour une grande partie de la population malgache pendant encore plusieurs années, le pouvoir d'achat n'ayant pas cessé de chuter, comme décrit plus haut.

L'évaluation du programme d'appui aux soins de santé primaires n'aura lieu qu'en décembre 93. L'impact des aides à la balance des paiements, destinées à l'approvisionnement en médicaments essentiels des formations sanitaires publiques et la question de la poursuite de cette aide dans les années à venir feront partie des thèmes de discussion et d'analyse de l'évaluation du programme Santé. Les résultats de cette évaluation devront fournir une base de décision aussi bien sur la suite du programme que sur sa position dans le PPP.

Le processus d'autoévaluation que les quatre ONG nationales appuyées par la DDA pour leur programme d'adduction d'eau potable ont commencé il y a plus d'un an s'est terminé dans un atelier de synthèse et à la planification d'une nouvelle phase. Avec ces quatre ONG, la DDA est engagée avec des partenaires fiables et qualifiés dans un processus très intéressant pour un développement rural communautaire, directement avec la population de base.

L'appui à la communication qui consistait en 93 essentiellement en une aide à l'agence de presse indépendante "Médiascope" a été le sujet de réflexions approfondies pendant l'année en cours. Un groupe de journalistes et d'intervenants dans le développement rural s'est réuni régulièrement pour définir les besoins actuels dans le domaine de la communication dans et avec le milieu rural. L'idée principale est de favoriser les échanges horizontaux entre différents groupes de la population et la décentralisation de l'information.

Au sujet d'un "développement équilibré hommes - femmes", le BuCo a initié des échanges réguliers entre des personnes intéressées provenant de divers projets. Des contacts ont été pris avec des personnes-ressources locales et avec différentes organisations de femmes. Depuis la tenue d'un séminaire national sur la question "femmes et développement" en 92, ce sujet est devenu plus présent dans les médias et le milieu de la coopération au développement. L'année 94 permettra d'approfondir ces réflexions et de progresser vers la définition d'une approche à ce sujet.

Dans le secteur du développement rural (agriculture, foresterie, environnement), les principaux efforts de réflexion se sont axés autour des études lancées dans le cadre du PPP.

Une première de ces études, qui concerne plus particulièrement les actions menées directement en milieu rural (Lova Soa, Menabe, FDP, ANAE, Terre-Tany), cherche avant tout à dresser un bilan des succès et des problèmes rencontrés, afin de dégager des orientations stratégiques prioritaires pour l'avenir. Cette étude a été confiée à un

groupe d'experts nationaux afin de ne pas focaliser l'attention sur un point de vue trop suisse et devrait étayer ses conclusions par des éléments de perspective historique et politique. Mentionnons au passage que le "réseau tanety", créé en 1992 pour améliorer les échanges de vue et la coordination entre les projets précités, continue d'être animé par Terre-Tany avec l'aide du BuCo. Terre-Tany organisa en mai 1993 un atelier sur le thème "gestion et développement de terroirs". Ce travail d'animation/coordination est généralement perçu comme précieux et sera poursuivi. Outre les échanges directs entre projets qui se sont significativement améliorés, on peut observer que les rencontres comme l'atelier précité permettent des confrontations d'idée tout-à-fait enrichissantes pour le programme.

Une seconde étude porte plus particulièrement sur les actions dotées d'une forte composante institutionnelle, donc sur des actions qui se situent plus au niveau des conditions-cadre du développement rural qu'au centre de l'action. (N.B. une stricte séparation entre les 2 types d'action n'étant pas possible, certaines actions sont concernées dans les 2 cas). Confiée à un bureau d'études malgache, cette analyse a pour but d'établir si les projets d'appui institutionnel sont conçus de manière adaptée à la situation des institutions bénéficiaires et si leur impact peut être considéré comme durable. Cette étude donnera également l'occasion de faire le point sur l'adéquation de tels projets d'appuis en fonction de l'évolution du contexte institutionnel malgache. Les différents projets actifs dans la formation professionnelle forestière tentent actuellement avec leurs partenaires malgache (formateurs, futurs employeurs) de définir quel pourrait être l'avenir de ce sous-secteur. Cette démarche s'inscrit dans un effort national de restructuration de la formation professionnelle.

Le dernier mois de l'année 1993 sera le cadre d'une revue à mi-parcours du Programme d'Action Environnementale malgache, qui devrait définir les besoins de réorientation de ce vaste programme. Suite à cette revue, le Comité d'Orientation et de Suivi devra tirer les conclusions qui s'imposent pour la planification opérationnelle de 1994. La DDA participera à deux titres à ces événements, comme bailleur de fonds (coordinateur) et comme expert en conservation des sols (responsable sectoriel environnement de la section). Il est à espérer que cette revue à mi-parcours puisse être une véritable plate-forme de dialogue et que les orientations du programme puissent y être ouvertement discutées (ce qui n'était pas le cas lors des COS des années précédentes). Ceci permettrait à la Suisse de mieux définir quel sera son rôle sur la scène environnementale pour le prochain PPP.

Dans le domaine des infrastructures routières, l'on constate un réel changement de politique et de concept en matière d'appui de ce secteur, aussi bien de la part de l'Administration (Ministère des Travaux Publics) que des Bailleurs de fonds. En principe, le concept du 8ème programme routier, actuellement en discussion entre les différentes parties, se concentrera sur l'appui à l'entretien routier et non plus à la réhabilitation comme auparavant. Un projet pilote sera mené en 1994-1995 par la Coopération suisse dans deux subdivisions prioritaires du MTP, afin de mieux appréhender les conditions de revitalisation des services publics et de tester les stratégies à mettre en oeuvre dans le cadre du 8ème programme.

Dans le secteur financier, les réflexions menées avec la Banque Centrale de Madagascar, la BM, les USA, la Suède et la Suisse ont abouti à un engagement concerté et coordonné d'appui à la réforme du secteur financier. Quant au problème de la dette, le concept et les principes du désendettement créatif suisse ont fait l'objet de présentation et de discussions avec les autres bailleurs de fonds et avec le Gouvernement malgache.

3. CONTENU DES MOMENTS FORTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE EN 1994

3.1 Dans le secteur social

Ce secteur se compose des volets santé (curative: médicaments essentiels et préventive: adductions en eau potable), communication et sécurité alimentaire (coopération humanitaire).

Santé : l'instabilité au niveau du partenaire (Ministère de la Santé) déplorée dans notre dernier programme annuel persiste malheureusement et différents volets du programme sont bloqués par l'inertie de certains responsables. Ainsi l'installation d'une chaîne de production de solutés massifs (pour les perfusions) à la Pharmacie Centrale a pris des grands retards dû essentiellement à des problèmes de statut, c.à.d. à la mise en oeuvre de la stratégie de recouvrement des coûts. Seul le volet "pharmacies communautaires" qui profite d'une certaine autonomie vis-à-vis du Ministère progresse comme prévu. Les résultats de l'évaluation externe, qui portera sur différents aspects de la politique à mener en matière de médicaments essentiels tels que recouvrement des coûts, aide à la balance des paiements (destinée à l'achat de médicaments) et structure du partenariat, devraient nous aider à réorienter le programme. Comme ces résultats ne seront disponibles qu'au début de 1994, il faudra envisager une phase intermédiaire pour cette année.

L'autoévaluation des quatre ONG qui réalisent des adductions d'eau en milieu rural a fourni des résultats intéressants au sujet de l'approche communautaire et de la viabilité des projets et des organisations. L'appui de la DDA pendant la nouvelle phase s'étendra probablement à d'autres volets de développement communautaire, avec toujours un accent particulier sur les adductions d'eau.

Communication : l'appui à l'agence de presse indépendante Médiascope (créée en 92) a continué d'une façon réduite en 93. En effet, l'agence a su trouver un cercle important de clients en Europe et à Madagascar. Le volume des mandats leur permettra de continuer en 94 dans la même ligne générale (priorité aux sujets du monde rural) avec un appui minimal de la DDA (certains appuis au niveau de la formation).

Les travaux du groupe de réflexion sur la communication ont permis d'élaborer pour 94 des lignes d'action lors d'un atelier de synthèse. Il sera néanmoins encore nécessaire d'approfondir d'avantage les réflexions, afin de pouvoir concrétiser la vision globale de ce programme.

Sécurité alimentaire : le projet "vivres contre travail" mené par le PAM dans le Sud avec l'aide de deux logisticiens de l'ASC prendra fin en février 94. Ce projet avait été identifié comme suite logique du projet de distribution de vivres débuté en 91 lors de la grande sécheresse dans le Sud. Au niveau du PAM, des discussions sont en cours quant à une poursuite de cette action. Quelle que soit la décision finale du PAM, la Suisse a clairement fait savoir qu'elle ne maintiendrait pas la présence des logisticiens suisses au-delà de février 1994.

La réhabilitation des dégâts cycloniques dans la région de Morondava continuera encore pendant toute l'année 94. Selon la programmation actuelle, le canal Dabara pourrait être mis sous eau vers la fin 94. Pour le désengagement, il faut respecter aussi les dates de la période culturelle, l'idée de base étant de permettre aux cultivateurs un retour à leurs rizières dès qu'elles seront irrigables.

Le programme "PAM-Suisse", qui effectue des achats de vivres directement auprès des producteurs et les distribue après aux couches défavorisées en milieu urbain, a lancé un programme de coordination de tous les centres sociaux et ONG qui

s'occupent de cette distribution. Une revue trimestrielle a vu le jour et une journée de rencontre a été organisée avec grand succès. Il semble bien qu'une telle coordination réponde à un véritable besoin auprès des intervenants dans le domaine social et cet effort devra être poursuivi.

3.2 Dans le secteur du développement rural

Nous retrouvons ici les volets agriculture, foresterie et environnement

Agriculture : pour le projet PLI, 1994 sonne l'heure de la retraite et les efforts principaux de la programmation annuelle porteront sur la réussite de cette relève. Etant entendu que l'institution partenaire, la recherche scientifique, doit revoir ses priorités de façon très radicale, suite aux dernières décisions en terme de dépenses publiques, cette relève ne sera pas facile. Néanmoins, la partie suisse tentera d'aider ses partenaires à trouver de nouveaux bailleurs de fonds, ce qui a de bonnes chances d'aboutir, vu que le domaine est actuellement très porteur.

L'autre projet en régie directe de la DDA (Lova Soa) entamera début 1994 un processus de planification (atelier en février) devant aboutir en juin à un plan directeur pour une nouvelle phase. Comment améliorer l'intégration dans la structure partenaire et son interlocuteur principal (le FIDA), comment répondre à la demande d'extension formulée par d'autres régions, comment mieux tenir compte des aspects fonciers, tels sont les principaux défis de cet effort de planification.

Foresterie : le programme Menabe entrera début 1994 dans une nouvelle phase préparée soigneusement entre décembre 1992 et octobre 1993. Pour le programme Foresterie et Développement Paysans, 1994 sera une année de planification et un atelier est prévu pour juin 1994, afin de jeter les bases de la prochaine phase (à partir de janvier 1995). Avec ces 2 programmes à vocation régionale, la Coopération helvète-malgache poursuit une expérience très intéressante. De nouvelles formules d'articulation institutionnelle, un nouveau type de relations avec les pouvoirs formels et informels locaux, une nouvelle dynamique qui se voudrait remontante, sont les principaux mots-clé. Le grand défi sera de pouvoir faire coïncider ces démarches avec celle - malheureusement un peu descendante - de la mise en oeuvre de la décentralisation, telle que prévue dans la Constitution de 1992. Des contacts sont maintenus avec le Ministère de l'Intérieur pour tenter de répondre à ce défi. Un autre effort considérable dans le domaine de la foresterie sera celui mené pour la définition d'une nouvelle stratégie de formation forestière. Jusqu'à mi-1994, les questions-clé (ou mieux dit les préalables) auxquelles des réponses devront être trouvées pour que la DDA maintienne ce sous-secteur comme priorité du prochain PPP devront avoir été formulées (conjointement entre DDA et IC). Cet effort concernera l'ESSA-Forêts, le SERFA/EASTA et le CFPPF de Morondava. Dans le cadre d'un projet sectoriel de la Banque Mondiale, un atelier d'envergure nationale sera organisé en janvier 1994 pour définir (sur la base d'études préliminaires faites en 1993) quels sont les besoins/capacités en formation à l'heure actuelle dans le pays, dans une optique assez large de professionnalisation du milieu rural. D'autres études suivront pour aboutir à une table ronde des bailleurs de fonds vers la fin de l'année, afin de retenir des priorités. L'effort suisse pourra profiter avantageusement de ce cadre.

Le cofinancement avec la Banque Mondiale (Gestion et Protection des Forêts) après avoir été douloureusement réorienté en 1992, a repris doucement vie en 1993. Plusieurs partenariats entre la Direction des Eaux & Forêts et des institutions étrangères sont en voie de création et Intercoopération pourrait être retenue pour le volet "politique forestière". Il s'agirait-là d'une opportunité très précieuse, car la définition de cette nouvelle politique forestière aura de multiples impacts sur le programme de la DDA/IC à Madagascar.

Environnement : pour le projet Terre-Tany, 1994 sera surtout une année de consolidation de ses acquis et de leur diffusion. Un nouvel atelier sera organisé en mai/juin concernant la problématique de la falaise Est et sera l'occasion d'une nouvelle rencontre avec d'autres intervenants de la conservation des sols (qu'ils soient liés à la Coopération suisse ou non).

Suite à la revue à mi-parcours et au COS du PAE, il s'agira essentiellement pour la partie suisse d'étudier comment réorienter son appui auprès de l'ANAE et d'approfondir le débat qui, nous l'espérons, aura été relancé en décembre 1993.

3.3 Dans le secteur infrastructures

Ce secteur est composé d'un volet bilatéral géré conjointement avec le Ministère des Travaux Publics, et d'un cofinancement avec l'IDA.

Projet bilatéral : suite aux différentes réflexions menées depuis 1992 sur la problématique de l'entretien routier, la Coopération suisse s'est engagée dans un projet pilote de deux ans (1994-1995), ayant comme objectif principal la mise en oeuvre effective de l'entretien routier par les services publics et par les usagers de la route. Cette action servira en outre de cadre-test des conditions de revitalisation des services publics et des stratégies à mettre en oeuvre dans le cadre du 8ème programme routier. On recherchera par ailleurs une plus grande implication des collectivités territoriales et du secteur privé (transporteurs).

Cofinancement avec l'IDA : le Gouvernement malgache et la BM prévoient une réunion élargie des Bailleurs de fonds en avril 1994, afin de discuter des grandes orientations et des principes de base du 8ème programme routier. La Coopération suisse, forte de ses expériences en matière d'appui à l'entretien routier, y participera activement.

3.4 Dans le domaine des mesures macroéconomiques

Un nouveau programme, destiné à la réforme du secteur financier, a été conclu entre le Gouvernement malgache et 4 bailleurs de fonds en fin 93 (BM, coopérations américaine, suédoise et suisse). La Suisse pourra participer à ce programme grâce à un apport de l'OFAEE. En outre, il est envisagé pour 1994 d'autres engagements financiers, destinés à appuyer les programmes d'ajustement structurel de Madagascar.

Un accord de désendettement créatif devrait par ailleurs être préparé pendant le 1er trimestre 94 (signature en avril) et des discussions dans ce sens ont déjà commencé avec le Ministère des Finances et du Budget.

3.5 Collaboration avec les villes/ONG suisses

Le BuCo soutient la coopération au développement de 2 villes suisses: Münsingen et Morges ainsi que celles d'ONG n'ayant pas de représentation à Madagascar (par ex. Genève Tiers-Monde, l'Union Suisse pour l'Amélioration du logement, etc.) en assurant le suivi sur place de leurs projets. Depuis août 93, cette collaboration est renforcée par l'engagement au sein du BuCo d'une personne spécialement chargée de ce domaine d'activités. Par cette disposition, la DDA entend montrer plus concrètement qu'elle approuve une telle coopération directe entre villes, respectivement entre ONG.

4. ASPECTS SPECIFIQUES AU BUREAU DE COORDINATION

4.1 Au niveau du partenariat

Comme dit plus haut, 1993 aura été l'année de la mise en place du nouveau gouvernement de la IIIème République. Ce gouvernement, afin de mettre en oeuvre sa nouvelle politique, tente de créer de nouvelles formes de dialogue avec ses partenaires internationaux. Pour différentes raisons évoquées plus haut, cette dynamique est très prometteuse et contraste énergiquement avec l'ambiance durant la Transition. Il n'est pas certain, toutefois, que la réalité corresponde en tous points aux désirs. A titre d'exemple, les débats menés actuellement (octobre 1993) pour réduire le Programme d'Investissements Publics au-dessous de la limite fixée à 550 milliards de fmg (pour une somme au départ de près de 900 milliards de projets montrent que les critères sont peu clairs, les décisions arbitraires, les modalités de négociation/concertation ambiguës et... les luttes d'influence entre bailleurs de fonds plus fortes que jamais. 1994 devra donc en premier lieu servir à consolider et stabiliser ce nouveau partenariat et ses modalités de dialogue.

Avec la poursuite du processus de décentralisation (la Suisse a été appelée à y contribuer et le fera très volontiers) et de démocratisation, tout ce qui touche à la société civile sera mis au-devant de la scène. Le dialogue avec les ONG, par exemple dans le domaine du développement rural avec le Conseil Malgache des ONG pour le Développement et l'Environnement, a déjà été approfondi par le BuCo durant les dernières années et cette dynamique ira en s'accroissant.

*DAW:
en faveur
d'un
accès
mis sur
ce
domaine*

Comme à l'accoutumée, le BuCo sera responsable des contacts avec la communauté internationale présente à Madagascar. Outre le dialogue dans les secteurs traditionnels, 1994 marquera le début d'une entrée en matière plus approfondie de la Suisse dans les questions macroéconomiques et financières.

En 1993, Intercooperation a pris la décision de créer à partir de 1995 un poste de représentant à plein temps à Madagascar. Cet effort de décentralisation offre de nouvelles perspectives pour la collaboration DDA/IC et il faudra profiter de 1994 pour préparer soigneusement les bases de cette nouvelle relation.

4.2 Au niveau du programme

Juin 1994 avait été fixé comme date indicative pour la présentation d'une proposition de PPP à la Direction de la DDA. Cette année sera donc marquée par les efforts relatifs à l'élaboration de ce document: finalisation des études et analyses entreprises en 1992, restitution des synthèses de ces études avec les concernés, identification des conclusions et recommandations à retenir pour le PPP, discussion approfondie sur ses grandes orientations avec les différents partenaires, rédaction si possible participative, consultations au niveau suisse, présentation, discussion, finalisation.

4.3 Au niveau de l'organisation

Les principales modifications dans la vie du BuCo en 1993 concernent la composition de son équipe.

Saluons tout d'abord en août l'arrivée de Mme Angèle Rafirigason, nouvelle collaboratrice chargée du suivi du programme de coopération dite "non gouvernementale" (voir par. 3.5).

En septembre, il y eut l'arrivée de M. Alphons Rappo, réviseur régional (Madagascar, Mozambique et Kenya), remplaçant de M. Christian Pellaud qui résidait à Nairobi.

Suite à ce changement, Mme Annie Rakotomahefa, chargée jusqu'ici principalement de la comptabilité du BuCo, a été nommée, pour 50% de son temps, assistante-révisseuse.

Enfin, M. Franz Stadelmann a quitté l'équipe fin octobre, ayant terminé son contrat d'un an comme consultant à mi-temps pour la coopération humanitaire.

Ces modifications de la composition de l'équipe a exigé une nouvelle répartition des responsabilités, rapportée en annexe 7 ainsi que le nouvel organigramme.

Comme évoqué plus haut, le BuCo recevra en avril/mai 1994 une mission importante de la Centrale pour la discussion du PPP avec les autorités malgaches. Cette mission servira en outre à assurer une bonne passation entre M. Jean-François Bürki et M. Kuno Schläfli en tant que chargé du programme Madagascar à Berne. Une 2ème mission de Kuno Schläfli en octobre/novembre devra en outre permettre de finaliser la programmation de l'année 1995.

Mentionnons encore que le BuCo disposera en janvier 1994 de la totalité de ses locaux, la nouvelle salle de réunion et les bureaux/salle d'archives pour la révision devant être terminés d'ici cette date.

5. PLANIFICATION BUDGETAIRE

En 1991, afin de réduire le phénomène de surprogrammation de la Section, des mesures d'économie ont été engagées afin d'abaisser le montant des versements effectués pour le programme Madagascar (plus de 20 mios en moyenne de 88 à 91). L'effet attendu ne pouvait être raisonnablement escompté en 1992. Par contre, en 1993, les dépenses furent significativement inférieures à la moyenne précitée, d'environ 4.5 mios, ce qui représente une réduction de 20%.

Cette réduction aurait même pu atteindre 6.5 mios (soit environ 30%) si les comptes de 1993 n'avaient été bouleversés par un report de 1992 sur 1993 de près de 2 mios. Cette circonstance ne devrait plus se répéter, en tout cas pas à un niveau aussi élevé, afin de valoriser les efforts de planification entrepris.

En 1993, les dépenses du programme furent telles qu'il eut été impossible de les réduire encore davantage, bien qu'aucune nouvelle idée n'a pu être réalisée. En 1994, le fait que l'ESSP-Diego et le PLI arriveront à leur terme donnera une petite marge dans le programme. Il convient néanmoins d'être conscient que cette marge (environ 0.5 mios, soit 3%) restera - en tout cas en 1994/95 - insuffisante pour faire face aux nouveaux besoins (décentralisation effective, relance de l'économie, soutien à la société civile, thèmes transversaux, etc.).

Berne, le 3 juin 1993-BJF/PO

Scénario pour le PPP Madagascar 1995-2000

Titre : Empowerment

Point de départ : il est insupportable que la société malgache évolue avec l'appui des aides extérieures, vers 1 % qui participe et jouit des divers pouvoirs tandis que 99 % ne font que les subir, se trouvent hors-circuits et sont de plus en plus menacés dans leur existence et intégrité.

Finalité : aboutir à une meilleure répartition et participation aux pouvoirs de la population rurale surtout afin qu'à Madagascar, un pays à vocation agricole et relativement pauvre, toute et tout Malgache puisse satisfaire ses besoins essentiels et vivre dans la dignité.

Objectifs opérationnels : stimuler et appuyer des initiatives et des dynamiques permettant à la population rurale de se prendre en charge et de gérer son développement matériel et spirituel dans l'espace et dans le temps.
Nous sous-entendons qu'il n'y a pas d'institutions performantes et aux services de tous sans population rurale forte, responsable et effectivement souveraine.

Partenaires-bénéficiaires

malgaches : associations et organisations populaires absorbent environ deux tiers de nos moyens tandis que l'Etat et ses institutions n'obtiennent environ qu'un tiers.

Partenaires suisses : régisseurs et autres soignant avant tout l'approche et le développement participatif ; diminution des coopérant(e)s et évolution de l'assistant(e) technique vers le(la) coopérant(e) conseiller, animateur, facilitateur.

Instruments opérationnels : projets/programmes bilatéraux constituent la règle, tandis que des cofinancements et toute aide gérée par l'Etat sont soumis à des conditions très strictes.

Mode de gestion : gestion de programmes à fonds souples avec responsabilité importante des partenaires. Relations contractuelles bien définies respectant la différence des partenaires.

Validité temporelle : en tant que vision que l'on veut réaliser progressivement, valable à partir de suite et pour au-delà de 2000.

Conditions cadres pour réussir : processus de démocratisation continue; bonne/meilleure gestion des affaires publiques; cadre social et juridique en faveur société civile ainsi que justice et équité sociale; respect et protection du patrimoine naturel et culturel.

Social trends

MADAGASCAR

AREA / Parameter	Unit	1965	1970	1980	1988	1989	1990	1991	Forecast		
									1965-80	1980-89	1989-2000
POPULATION											
Total population	millions		6.75	8.71	10.95	11.31	11.67	12.03			
Average annual increase	%								2.6	3.0	2.8
Urban population	% of total		14.10	18.30	23.70	24.30	25.00	25.0			
HEALTH											
Life expectancy at birth	years		45.4	49.7	50.5	50.7	51.0	51.2			
Infant mortality rate	per 1000 live births		181.2	138.0	118.6	117.2	115.7	114.0	a: refers to 1984		
Population per physician	persons	10620		9780 a			8130		b: refers to 1975-1980		
Access to clean drinking water	% of total population			25.0 b		22.0 c			c: refers to 1988-1989		
Food production per capita	index (1987=100)		125.9	112.3	97.2	96.3	94.6	91.5			
Calories per capita	calories	2447				2158					
EDUCATION											
Adult literacy rate	% of total						80.0				
-female	% of women						73.0				
Primary education	% enrolled by age group					64.0	64.0 d		d: refers to 1988-1990		
-female	% id. female					63.0					
Secondary education	% enrolled by age group					19.0	19.0 d				
Tertiary education	% enrolled by age group					4.0	3.0 d				
LABOR											
Labor force in agriculture	% of economically active population *	85.0			80.9		81.0 e		e: refers to 1989-1991		
Labor force in industry		4.0			6.0		6.0 e				
Labor force in services		11.0			13.2		13.0 e				
POVERTY											
Population living below poverty level	% of total population				50.0 f				f: refers to 1980-1989		
Bottom 40% share	% of total								g: refers to 1960		
Real GDP per capita	PPP\$	660 g				690	704				

* including the armed forces and the unemployed but excluding the homemakers and other unpaid caregivers

Sources: World Bank: -World Tables/-World development report
UNDP: Human development report

Area	Parameter	Unit	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	
INCOME	GNP per capita	US\$	430	410	400	380	340	310	290	260	240	220	230	210.0		
	GNP growth	% p.a.		-9.8	-1.9	0.9	1.7	1.1	2.0	1.2	3.4	4.1	3.5	-7.1		
EXPENDITURE	Gen. gov. consumption/GDP	%														
	Deficit/Total expenditure	%														
	Health exp./total expenditure	%														
	Education exp./total expenditure	%														
	Defense exp./total expenditure	%														
DEBT	Total external debt	mn US\$	1257	1612	1919	2100	2191	2490	2926	3577	3579	3426	3633	3715		
	Total debt service (TDS)	mn US\$	89	107	103	75	95	155	177	203	182	206	201	160		
	TDS/Goods & serv. exports	%	17.2	26.6	26.7	21.0	23.6	43.3	43.5	45.9	43.3	44.6	38.6	34.3		
BALANCE OF PAYMENTS	Current account	mn US\$	-557	-363	-299	-247	-193	-184	-141	-140	-149	-82	-199.0	-192.0		
	Imports: Goods & Services	mn US\$	-1075	-735	-652	-550	-515	-503	-536	-536	-541	-569	-619	-773	-684	
	Exports: Goods & Services	mn US\$	515	394	376	355	390	350	398	398	423	402	453	504	486	
	Private unrequ. transfers	mn US\$	-20	-16	-17	-9	-1	24	21	21	34	38	42	43	53	
	Merchandise: Exports fob	bn mfr	84.8	85.7	107.6	113.4	192.3	181.6	212.7	212.7	354.0	385.1	506.2	460.3	559.1	
	-Coffee	bn mfr	45.1	30.4	34.9	49.0	78.0	63.6				101.7	123.1			
	-Vanilla	bn mfr	3.9	7.5	16.8	27.2	30.4	28.8				58.0	67.5			
	Terms of Trade: change over prev. year	%														
	Consumer prices increase	% p.a.		30.5	31.8	19.3	9.8	10.6	10.6	14.5	15.0	26.8	9.0	11.8	8.5	14.5
	ODA	Total ODA	mn US\$		207.9	210.8	259.1	300.1	300.1	316.0	321.0	304.0	320.0	396.0	358.0	
per capita		US\$		22.6	22.3	26.7	30.1	30.1	30.7	30.2	27.8	28.3	33.9	29.8		
INVESTMENT	ODA from Switzerland	mn US\$							11.8	12.7	25.8	13.0	32.2	15.3	18.7	
	as a % of Total ODA	%							3.7	4.0	8.5	4.1	8.1	4.3		
SAVINGS	Gross domestic Inv. per capita	US\$	40.0	30.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	30.0	30.0	40.0	20.0	20.0	
	Gross domestic Inv/GDP	%	15.0	11.5	8.5	8.4	8.6	8.5	9.0	10.1	13.3	13.5	16.9	8.2		
SAVINGS	Gross domestic Savings/GDP	%	-1.4	0.2	-1.0	1.4	3.7	2.6	4.4	5.9	8.4	10.0	6.0	-0.8		

Sources: World Bank: -World Tables/-World Debt Tables
 IMF: -Government Finance Statistics/-International Financial Statistics
 OECD: DAC Tables

PLANIFICATION FINANCIERE M A D A G A S C A R

Annexe 3

Projet	:Début :	:Régie:	Engagements prévus				Versements effectifs			Versements prévus				
			1993	1994	1995	1996	: 1990	1991	1992 :	1993	1994	1995	1996	1997
56 COFIDA Routes	: 1988	: IDA	: 0	0	0	0	: 0	0	4291	: 3000	2500	1300	0	0
69 COFIDA 3e proj. for.	: 1988	: IDA	: 0	0	0	0	: 35	0	1044	: 28	500	1000	1000	0
83 Vintsy	: 1992	: WWF	: 0	0	1150	0	: 0	0	0	: 200	400	400	350	350
75 Morges-Mahajanga	: 1989	: Urbap:	125	0	0	0	: 25	25	25	: 25	25	25	25	25
32 EESP	: 1974	: EPFL	: 0	0	0	0	: 37	667	300	: 133	150	0	0	0
55 PLI	: 1983	: EPFZ	: 0	500	0	0	: 1198	767	1035	: 650	650	110	0	0
72 LOVA SOA	: 1988	: DDA	: 2500	0	0	0	: 525	403	447	: 650	600	1000	800	800
73 PACOM	: 1989	: DDA	: 750	0	0	1200	: 349	215	47	: 139	150	250	350	400
84 Assistance Münsingen	: 1993	: DDA	: 0	0	0	40	: 0	0	0	: 8	8	8	8	8
64 ONG-Eau	: 1986	: DDA	: 4000	0	0	4500	: 1648	1493	1413	: 1100	1250	1250	1500	1500
74 Terre Tany	: 1989	: GIUB	: 2020	0	2400	0	: 298	362	523	: 770	800	850	800	800
76 Phytopharmacie	: 1990	: GTZ	: 0	400	0	0	: 423	158	512	: 500	350	100	100	10
48 Soins santé primaire	: 1981	: IUED	: 4500	0	0	4500	: 1053	400	690	: 750	750	750	750	750
58 Appui entretien RN 44	: 1987	: AFS	: 2000	4300	0	0	: 11246	9200	5084	: 2000	2000	2300	2500	2500
37 Appui ESSA	: 1976	: IC	: 0	0	1200	0	: 1397	1706	1281	: 1207	970	727	500	350
80 PSFP Andramasina	: 1990	: IC	: 620	1050	0	0	: 0	439	456	: 350	550	350	350	350
79 Appui SNGF	: 1990	: IC	: 0	0	900	0	: 460	775	848	: 542	435	325	300	300
81 Programme FDP	: --	: IC	: 0	3200	0	0	: 774	1795	885	: 2177	793	1200	1000	1000
77 SERFA/EASTA	: 1990	: IC	: 0	1000	0	400	: 250	917	516	: 750	450	500	500	200
82 Programme MENABE	: --	: IC	: 4030	0	0	3000	: 2240	933	1395	: 1443	1430	1300	1300	1000
78 ANAE	: 1990	: IC	: 0	0	900	0	: 17	461	545	: 360	360	300	300	300
Subtotal blanc			: 20545	10450	6550	13640	: 21975	20716	21337	: 16782	15121	14045	12433	10643
Appuis à la décentralisation			: 0	1500	0	3000	:			: 0	400	600	900	1500
App. transvers. comm/culture/gender			: 0	1300	0	3000	:			: 0	200	600	900	1500
COFIDA VIII Routes			: 0	0	9000	0	:			: 0	0	1000	2000	2000
Subtotal bleu			: 0	2800	9000	6000	:			: 0	600	2200	3800	5000
OFAEE (ABP)							: 21000	0	15700	:				
PRODIF			: 1000				:			: 330	330	330	0	
Aide alimentaire							: 806	1030	3057	:				
Aide humanitaire							: 45	502	2443	:				
TOTAL GENERAL			: 21545	13250	15550	19640	: 43826	22248	42537	: 16782	16051	16575	16563	15643

MOMENTS FORTS EN 1994**Projets Dates Missions Ateliers ou autres Moments forts****BUCO**

05	Discussion entre partie suisse et partie malgache concernant programme par pays 1995-2000 remise-reprise J.-Fr. Bürki-K. Schläfli
07	Participation séminaire des Coordinateurs
08	Première version PPP
10	Consultation PPP, mission K. Schläfli planification 1995
11	Approbation PPP

SECTEUR MACRO-ECONOMIQUE

	<u>Appui au programme d'ajustement structurel</u>
05	Mission de discussion et de négociation d'un programme d'appui à l'ajustement structurel par l'OFAEE
	<u>Désendettement créatif</u>
05	Mission de négociation et de mise en place du désendettement créatif par l'OFAEE et les ONG suisses
	<u>Projet d'appui au développement des institutions financières (PRODIF)</u>
10	Mission de suivi du PRODIF par l'OFAEE

SECTEUR INFRASTRUCTURE

- | | |
|----|---|
| 04 | Réunion élargie entre le Gouvernement Malagasy et les Bailleurs de fonds sur le suivi du 7e programme routier et la préparation du 8e programme routier |
| 09 | M. A. Hagen: mission de suivi |
| 12 | Evaluation à mi-parcours du projet routes phase IV |

SECTEUR "VERT"**ANAE**

Réunions et ateliers de consolidation des expériences à organiser avec les opérateurs

TERRE-TANY

- | | |
|-------|---|
| 02 | Mission de suivi annuel Ernst Gabathuler |
| 05 | Atelier pour séminaire annuel du projet |
| 06/07 | Evaluation en cours de phase et Planification 94-95 |

ESSA-FORETS

- | | |
|----------|---|
| 07 | Mission Balz Gfeller pour le cours de technologie du bois encadrement mémoires de fin d'étude et soutenance DEA |
| 03/06/12 | Soutenance de thèses en tout, lié à 4 missions: (04) Sorg, (07) Egger, (12) Bourgeat et Blaser |
| 11 | Début du nouveau 3e cycle forestier sous la tutelle entière de l'ESSA |

FORESTERIE ET DEVELOPPEMENT PAYSANS**CELLULE DE COORDINATION PROGRAMME FDP**

- | | |
|----|---|
| 01 | Réunion DDA/IC pour l'établissement des conditions de cadre fixées par la coopération pour future phase FDP |
| 06 | Mission J. Laurent et Samyn
Atelier de bilan/orientation du programme FDP |

09 Présentation officielle de la proposition Plan Directeur 95-97

12 Remise/reprise Samyn/de Rham, fonction coordinateur partie suisse

ORIMPAKA

01 Atelier de planification participative
préparation dernière campagne

06 Atelier d'évaluation finale du Projet de Soutien à la
Foresterie Paysanne

03 Début approfondissement étude avec un consultant IC

OPERATION MALAZA

début 2e sem: préparation de la 2e phase du projet

PASN

02 Fin de l'affectation de l'expert associé, François Bueche

10-11 Séminaire des Centrales de graines africaines
thème: "Viabilité des centrales de graines"

PROGRAMME MENABE

MISSIONS DE CONSULTANCE

1er trim Mission J.-F. Métraux:
détermination d'un plan prioritaire d'actions pour la CIREF

fin 05 Mission G. Bedart:
début 06 - appui méthodologique pour programme
- systèmes de crédit en milieu rural (SAF-CO)

début Mission P. Schneiter:
2e sem suivi pédagogique des formateurs en liaison avec réseau
Formafor et pédagogie ESSA-Forêts

ATELIERS DE REFLEXIONS

1er trim Mini atelier pour la détermination d'un plan d'actions
prioritaire pour la CIREF (programme Menabe, SPEF,
DEF)

REUNION DU COMITE DE CONCERTATION

01 Lancement du programme (MADR, BUCO, IC,
programme Menabe)

10/11 Bilan 1994 et préparation 1995 (MADR, BUCO, IC, programme Menabe)

MISSIONS DE SUIVI

1er trim. Mission J. Laurent:
+ question FORMAFOR

1er sem. Mission P. Bischoff:
suivi SAF

10/11 IC: participation Comité de Concertation

SERFA-EASTA

03 Finalisation de la Convention de la 2e phase

05 Réunion du réseau FORMAFOR
Arrivée d'un nouveau Conseiller Technique Principal

07 Mission P. Schneiter:
- définition des besoins de formation des formateurs
- préparation de la 1ère version du nouveau programme de formation forestière

09 Mission Laurent-Stöckli:
Evaluation du Projet d'Appui pour la mise au point du rôle du PA et des priorités pour 1994

11 Bilan pédagogique annuel, préparation du PO 1994

LOVA SOA

27.01-06.02 Mission D. Kohli:
Préparation et animation atelier de réflexion

01-04.02 Atelier de réflexion: lignes directrices, 3e phase

05 Réunion mixte MADR/CSD: suivi du projet

05/06 Négociation MADR/CSD: protocole d'accord

06 Atelier interne: présentation étude impact fonds d'appui

06/07 Ateliers CIRPA/LOVA SOA: autoévaluation et planification campagne 94/95

PLI

03 Réalisation d'un Forum National "GPI" avec plusieurs partenaires, bailleurs et institutions de développement

- 07 Réalisation d'un atelier d'autoévaluation
- 08 Départ des experts Ph. Bousset, J. Drolet et I. Gerke
- 09 Fin du PLI

PHYTOPHARMACIE

- mi-02 Evaluation de l'avancement du projet
- 09 Achèvement de la phase actuelle du projet

SECTEUR SOCIAL

SANTE

- 01 Rapport final de l'évaluation externe
- 03 Réunion du Comité de gestion

PACOM

- 10 Mission de suivi E. Gabathuler

CYNTHIA

- 04 Visite du projet par le Délégué de l'Aide humanitaire,
M. Charles Raedersdorf (à confirmer)

Annexe 5

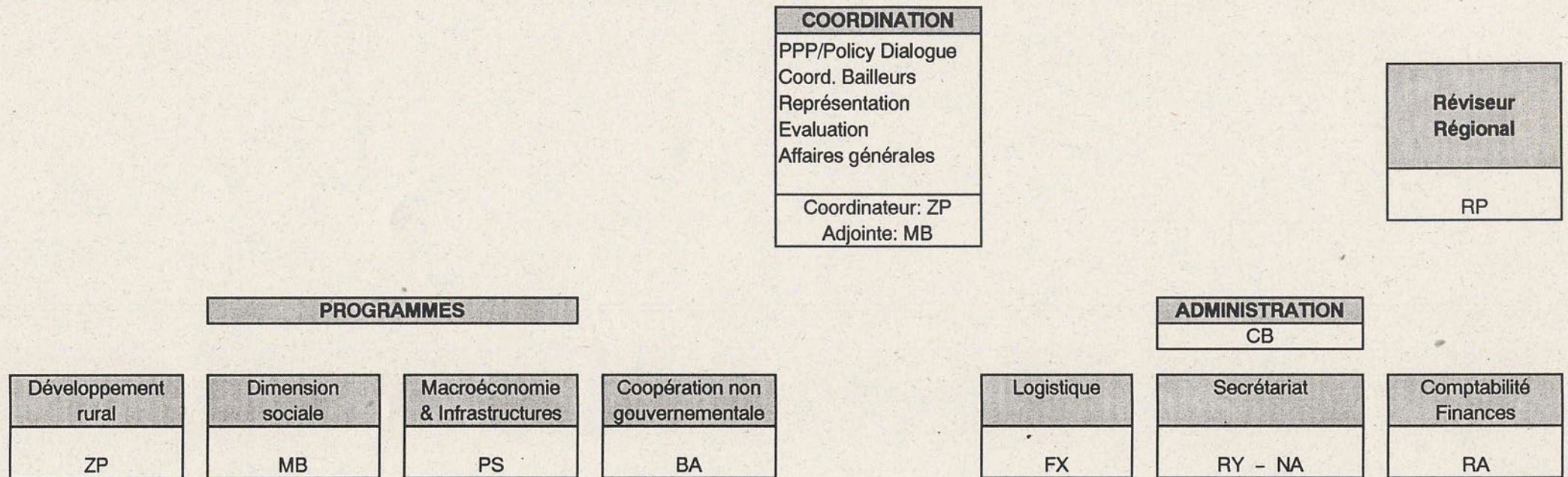
Secteur/Projet	Régie	Outils de programmation / planification
Développement rural		
37 ESSA (forêts + élevage)	IC	PPO, Plan Directeur de Phase, Plan d'Opérations annuel
72 LOVA SOA	DDA	"
77 SERFA/EASTA	IC	"
89 Programme Menabe	IC	"
79 SNGF	IC	"
81 Programme FDP	IC	"
80 PSFP Andramasina	IC	"
55 Lutte intégrée	DDA	"
74 Projet Terre-Tany	GIUB	"
76 Phytopharmacie	GTZ	Procédures GTZ (Ateliers PPO, Rapports d'avancement)
78 ANAE	IC	PPO, Plan directeur de phase, Plan d'Opérations annuel
69 COFIDA 3e Proj Forest.	BM	Staff appraisal Report, Credit Agreement
Dimension sociale		
48 Soins de santé primaire	IUED	Progr. semestriels, comités de gestion bi-annuels
64 Adductions d'eau ONG	DDA	Progr. annuels selon modalités des diff. ONG
73 Appui à la communication	DDA	Atelier de planification
83 Journal Vintsy / WWF	Contri	-
Action Cynthia Mor/va	HZA	Plans directeurs de phases trimestriels, Progr. mensuels
Action PAM-Tul	HZA	Programmes mensuels
Action PAM-Suisse	HZA	Programme annuel (planification financière)
Macro-économie et Infrastructures		
58 RN 44	AFS	Plan directeur de phase, Comités de projet mensuels
56 COFIDA 7e Proj. Routes	BM	Staff appraisal Report, Credit Agreement
Coopération non gouvernementale		
75 Mahajanga-Morges	Contri	-
84 Münsingen	Contri	Planification financière annuelle

DESCRIPTION DE NOUVELLES IDEES

Les idées pour de nouvelles actions s'inspirent d'une part du scénario "empowerment" choisi pour le nouveau PPP et d'autre part de la volonté du nouveau Gouvernement de se faire appuyer dans son effort de décentralisation / régionalisation effective. Pour le moment, le Ministre de l'Intérieur est à la recherche d'expériences et de conseils, que ce soit au plan conceptuel ou administrativo-juridique, et s'adresse à différents pays, en particulier la Suisse.

"Empowerment" signifie pour nous que la capacité des communautés de base pour analyser leurs besoins, prendre des décisions et mener des actions s'accroît, dans le sens d'une plus grande indépendance et d'un plus haut niveau de responsabilisation.

En ce qui concerne les actions qui s'inspirent de ce principe, nous pensons particulièrement à l'appui d'initiatives et d'activités spontanées dans des domaines touchant des thèmes transversaux tels que l'équilibre homme femme (gender), la communication et la culture. Nous comprenons ces appuis également dans le sens d'une recherche-action où l'initiative est réellement prise par les bénéficiaires et non par le bailleur. Pour ce faire, nous pensons ouvrir au nom du BuCo une ligne de crédit souple qui précise avant tout les règles du jeu.

Personnel suisse

ZP	ZAHNER Philippe	Coordinateur	06 / 91
MB	MEYER Béatrice	Coordinatrice Adjointe	07 / 92
RP	RAPPO Alphons	Réviseur régional	09 / 93
CB	BRÖNNIMANN Carole	Responsable administratif	10 / 89

Personnel malagasy

PS	RASOLOFONJATOVO Philibert	Chargé de programme	03 / 85
BA	RAFIRINGASON Angèle	Chargée de programme	08 / 93
RA	RAKOTOMAHEFA Annie	Comptable/Assistante réviseur	04 / 90
RY	RAMAROSANDY Yolande	Secrétaire de direction	10 / 90
NA	RAZAKANAINA Naly	Secrétaire réceptionniste	04 / 89
FX	RANDRIANARIVO François	Chauffeur démarcheur	08 / 83
	RASOARIMANANA Elysa	Femme de ménage	09 / 82
	Gardiens (6)		11 / 92

REPARTITION DES RESPONSABILITES OPERATIONNELLES - Saison 93/94

	DOMAINE D'ACTIVITES			Ph. Zahner	B. Meyer	Ph. Rasolof.	A. Rafiringas.
	1. Relations avec les partenaires						
	. BdF en général			50	30	20	-
	. GOM en général			70	20	10	-
	. ONG			30	50	20	-
	. Public			20	30	30	20
	. Régisseurs			50	30	20	-
	2. Dialogue sur les politiques						
	. Communication			10	90	-	-
	. Décentralisation			80	10	10	-
	. Développement rural			80	10	10	-
	. Economie			30	-	70	-
	. Environnement			80	-	20	-
	. Finances			40	-	60	-
	. Gender			10	60	10	20
	. <i>Humanitaire</i>			20	80	-	-
	. Routes			20	-	80	-
	. Santé			10	60	30	-
Réf	3. Suivi des programmes/projets	Régies	Ministère				
36	PPP	BuCo		30	30	20	20
37	Appui à l'ESSA- Forêts	IC	MEN	80	-	-	20
55	Protection intégrée rizicole Lac Alaotra PLI	DDA	MRAD/MADR	100	-	-	-
69	Gestion et Protection des Forêts (GPF)	BM	MADR	80	-	-	20
72	LOVA SOA	DDA	MADR	100	-	-	-
74	TERRE-TANY	GIUB	MRAD	100	-	-	-
76	Phytopharmacie	GTZ	MADR	100	-	-	-
77	Projet d'appui SERFA/EASTA	IC	MADR	80	-	-	20
78	ANAE / PAE	IC	MADR	80	-	-	20
79	Appui Silo Graines Forestières	IC	MADR	100	-	-	-
81	Foresterie et Développ. Paysans (FDP)	IC	MADR	100	-	-	-
82	Programme Menabe *	IC	MADR	80*	20*	-	20*
48	Soins de Santé Primaires	IUED	MINSAN	10	70	20	-
64	ONG Eau : Fikrifama/ELM/Caritas/FJKM	DDA		-	100	-	-
73	PACOM	DDA		-	100	-	-
83	Vintsy Journal	WWF		-	100	-	-
771.20(4)	PAM-Suisse	DDA	MADR	20	80	-	-
771.20(4)	<i>Cynthia *</i>	<i>DDA</i>	<i>MADR</i>	<i>20*</i>	<i>100*</i>	-	-
771.20(4)	<i>PAM-Tul</i>	<i>DDA</i>	<i>MADR</i>	-	<i>100</i>	-	-
54	ABP I - II - III - IV - V et VI	OFAEE	MFB	20	20	60	-
56	Projet Routes - 7e programme (COFIDA)	BM	MTP	10	-	90	-
58	RN44	AFS	MTP	20	-	80	-
t.861.5	PRODIF *	OFAEE	MFB	20	-	80	-
t.861.5	Désendettement	OFAEE	MFB	20	20	60	-
75	Commune de Morges / Mahajanga	Agriswiss	MTP	-	-	10	90
84	Münsingen			-	10	-	90

en italique par Franz Stadelmann jusqu'au 31.10.93

* total = 120%

• voir avec Alphons Rappo à l'avenir

t. 311 Madagaskar- NID

Bern, 24. November 1993

Sektion Ostafrika**Jahresprogramm Madagaskar 1994**

	FHD	HDA	DP	
30.11				
1994	✓	✓		
EDA		30.11.93		10
Ref.	p. B. 55.40 Madag.			

In der Beilage erhalten Sie das Jahresprogramm Madagaskar 1994.

Die Besprechung dieses Programmes ist auf Mittwoch, 8. Dezember 1993, 09.00 Uhr,
im E75 an der Eigerstrasse 73 angesetzt.

→ Besuch!

Sektion Ostafrika

i.A. *P. Brückli*
A. Hartmann

Verteiler:

- An alle Organisationseinheiten der DEH-Zentrale
- Politische Abteilung II
- BAWI
- Direktion für Völkerrecht
- Intercooperation